### MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET MEDIAS ET MINISTÈRE DES FINANCES

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL N°002/CAB/ME.MIN/M-CM/2019 ET N° CAB/MIN/FINANCES/2019/136 DU 14 NOVEMBRE 2019 PORTANT FIXATION DES TAUX DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES À PERCEVOIR À L'INITIATIVE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET MEDIAS

## LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA COMMUNICATION ET MEDIAS ; ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution du 18 février 2006, spécialement en son article 93 ;

Vu la Loi n°96-002 du 22 juin 1996, fixant les modalités de l'exercice de la liberté de presse ;

Vu la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques ;

Vu l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n°19/056 du 20 mai 2019, portant nomination d'un Premier ministre ;

Vu l'Ordonnance 19/077 du 26 août 2019 portant nomination des Vice-premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-ministres ;

Vu l'Ordonnance n°17/024 du 10 juillet 2017, portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement;

Vu l'Ordonnance n°17/025 du 10 juillet 2017, fixant les attributions des Ministères ;

Vu le Décret n°007/002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat tel que modifié et complété par le Décret n°011/20 du 14 avril 2011.

Vu l'Arrêté interministériel n° 002/TNT/CAB/M-CM/LMO/2015 et n° CAB/VPM/PTNTIC/ TLL/0002/ 2015 du 25 avril 2015 portant définition des acteurs du nouveau paysage audiovisuel congolais, récupération par l'Etat congolais des fréquences analogiques

Page 499 sur 753

octroyées aux chaines de télévision et interdiction d'importation en RDC des récepteurs analogiques.

Vu l'urgence et la nécessité.

#### ARRETENT

Article 1 : Les taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère de la Communication et Médias sont fixés selon le cas, en pourcentage ou en Dollar américain (USD), payables en Franc congolais au taux officiel du jour, suivant le tableau ci-dessous :

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	TAUX
	Droits sur la diffusion de la publicité dans la presse :	5% des recettes
	- Presse audiovisuelle ;	publicitaires
	- Presse écrite.	mensuelles
	- Presse en ligne	v.
=	Droits sur la déclaration préalable de :	en USD
	<ul> <li>A. Ouverture (validité 2 ans) d'une entreprise (maison) de presse écrite :</li> </ul>	30700300000
	Journal:	
	Texte périodique :	1.000
	Agence de presse :	1.000
	Presse en ligne	1.500
	Messagerie de Presse	3.000
	Imprimerie	500
	Librairie	2.000
	B. Exploitation (validité 5 ans) d'une station privée de radiodiffusion ou d'une chaîne de télévision (Editeur de programmes, Opérateur de multiplex, Diffuseur, Fournisseur de Services/Télé-distributeur, Service payant, Média en	500
	ligne): 1. Radio:	
	<ul> <li>à caractère non commercial (confessionnel, associatif ou communautaire)</li> </ul>	
	à caractère commercial	7.500
	2. Télévision :	15.000
	Editeur de programmes :	10.000
	- à caractère non commercial (confessionnel, associatif ou	7.500
	communautaire)	15.000
	- à caractère commercial ;	2000
	Opérateurde multiplex	20.000
	Diffuseur	30.000
	Fournisseur de Services/Télé-distributeur	30.000
	Média en ligne	5.000
	Service payant	10.000
	Droit d'accréditation d'un journaliste étranger :	en US

Page 500 sur 753

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	TAUX
	Correspondant permanent (validité 2 ans) Correspondant ponctuel	2.000 1.000
	Redevance de contrôle de conformité d'une radio ou télévision (Editeur de programmes, Opérateur de multiplex, Diffuseur, Fournisseur de Services/Télé-distributeur, Service payant, Média en ligne) privée	500 USD/an, payable au plus tard le 31 mars
	Amendes transactionnelles	Du double au triple du montant des droits dus

Article 2 : Sont abrogées, toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté.

Article 3 : Le Secrétaire général à la Communication et Médias ainsi que le Directeur général de la DGRAD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait à Kinshasa, le 14 novembre 2019.

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Communication et Médias David Jolino Diwanpovesa Makelele ma-Muzingi

> Le Ministre des Finances Sele Yalaghuli

> > Page 501 sur 753

## MINISTÈRE DE L'EMPLOI, TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE ET LE MINISTÈRE DES FINANCES

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL N°005/CABMIN/ETPS/06/2022 ET N°048/CAB/MIN/FINANCES/2022 DU 02 AOÛT 2022 MODIFIANT ET COMPLÉTANT L'ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL N°001/CAB/MINETAT/METPS/01 /2019 ET N° CAB/MIN/FINANCES/2019/138 DU 28 NOVEMBRE 2019 PORTANT FIXATION DES TAUX DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES À PERCEVOIR À L'INITIATIVE DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI, TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE

# LE MINISTRE DE L'EMPLOI, TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution du 18 février 2006, spécialement ses articles 91 et 93 ;

Vu la Loi n° 015/2002 du 16 octobre 2002 portant Code du travail, telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/010 du 15 juillet 2016 ;

Vu la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 ;

Vu la Loi n°16/009 du 15 juillet 2016 fixant les règles relatives au régime général de la sécurité sociale :

Vu la Loi n°17/001 du 08 février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé ;

Vu la Loi n°17/002 du 08 février 2017 déterminant les principes fondamentaux relatifs à la mutualité;

Vu la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée par la Loi n°18/010 du 09 juillet 2018 ;

Vu la Loi de finances n°19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020, spécialement son article 38 ;

Vu la Loi de finances n°20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021, spécialement son article 37 ;

Page 502 sur 753